



Africa: the conditions for success of the free trade zone

Pan-African political affirmation or submission to neo-liberal dogmas? The creation of an African Continental Free Trade Area (CAFTA) by the African Union has been much in the news since the signing of the agreement by Nigeria and Benin, until then on the reserve, at the summit of the African Union. Niamey from July 2019.

On the one hand, some point to the progress of a pan-African project likely to develop exchanges between African states and to be more united in defending their commercial interests. On the other hand, there are fears of the destabilization of existing customs unions and related policies, highlighting the differences of interest between different strong countries beyond their membership of the same continent. In the first camp, we refer to the article by Tancrede Voituriez of the IDDRI or the interview of Carlos Lopes, a former United Nations official, and for the second to the interview of Jean-Joseph Bouillot or the article by Jean-Christophe Servant in Le Monde diplomatique, both specialists in African affairs.

At this stage, it seems impossible to settle the agreement signed by 54 of the 55 African countries (Eritrea is the only one to refuse) is more the beginning of a process than the end of a negotiation. The reading of the agreement shows that this agreement does not contain any commitment to reduce this or that tariff line. On the contrary, one of the objectives of the agreement is to "lay the foundations for the creation of a continental customs union at a later stage". And even in one of the constituent protocols of the agreement, there is an article entitled "Emerging Industries" which allows a country to protect a sector in development or in difficulty, which is reminiscent of the theses defended by Friederich List in the nineteenth century on the protection of infant industries.

Everything will depend on the political will that will animate the members of the African Union so that an African preference becomes effective. Will the project of a 0.2% tax on non-African imports to finance the Union come into being? Differentiated taxation based on content from Africa also seems under discussion.

On the agricultural level, the stakes are also important, as Gilles Dufrénot points out in an article published on The Conversation's website, of which we reproduce below an excerpt. For the economist, Africa needs to take inspiration from China in getting out of rural poverty by targeting "innovations for agriculture in rural areas coupled with investment in basic infrastructure; health and education to enhance human skills. The potential of untapped farmland estimated at between 200 and 250 million hectares is also identified to "end its heavy reliance on imports". For Gilles Dufrénot "this will undoubtedly require a renegotiation of trade agreements that countries have already made with the Americas, Europe and Asia".

In short, if one can only join the economist when he writes that "the road to the success of the ZLECAf will undoubtedly be long," history will tell whether the pan-African emancipatory voluntarism that underpins this project will come to its end or if it will be a source of disillusionment.

Frédéric Courleux, Director of studies for Agriculture Strategies

[...]

Prendre soin de ses terres

L'Afrique peut s'inspirer de l'Asie. Par exemple, en quarante ans seulement de son implication dans le commerce international, la [Chine a sorti de la pauvreté près de 700 millions de ruraux](#) : le taux de pauvreté du pays y est passé de 97 % en 1978 à près de 3 % en 2018. L'Afrique n'y parviendra que si elle cible les segments prioritaires de son commerce intracontinental : les innovations au service de l'agriculture dans les zones rurales couplées à un investissement dans les infrastructures de base, la santé et l'éducation pour hausser les compétences humaines.

Par ailleurs, l'Afrique a des avantages dont elle ne tire aucun bénéfice. Richement dotée en ressources naturelles non carbonées, son rôle dans la transition vers une économie verte mondiale pourrait être une opportunité. Mais en raison des rapports de puissance géopolitiques qui lui sont défavorables, elle brade ses rares terres dans l'exportation à des pays tiers, alors qu'elle pourrait devenir un exportateur de produits finis utilisés ailleurs dans le monde dans la nouvelle économie numérique.

En outre, la surexploitation de certaines terres agricoles et ressources forestières met en danger la préservation de ses écosystèmes naturels. Au moment où les [réserves mondiales en céréales ne cessent de diminuer](#) et que la sécurité alimentaire est un enjeu mondial, le continent [compte de nombreuses terres arables non exploitées](#) (d'une superficie comprise entre 200 et 250 millions d'hectares). L'Afrique pourrait ainsi devenir le grenier à grains du monde et faire de l'agriculture le fer de lance de ses exportations. Mais une partie de ces terres est achetée en masse par de nouvelles puissances émergentes.

Le défi du commerce infra-africain

La troisième condition de réussite de la ZLEC reposera sur la réponse à la question suivante : que peut faire le continent africain pour lui-même et par lui-même, en matière de commerce ? Le continent doit rapidement mettre fin à sa grande dépendance des importations, qu'il s'agisse de produits et services intermédiaires – intrants dans la production –, de produits manufacturés et de services en provenance de pays tiers.

Pour ce faire, les pays doivent encourager les créativité et les innovations locales en mettant en place [des règles d'origine](#) pour promouvoir un minimum de contenu africain dans la valeur ajoutée des produits et des services. Cela nécessitera sans doute une renégociation des accords commerciaux que les pays ont déjà passé avec les Amériques, l'Europe et l'Asie. Les nouveaux interlocuteurs des pays tiers seront les représentants de la ZLEC, non plus ceux des pays ou des autres zones de libre-échange existantes.

Cela nécessitera un grand courage politique. Il occasionnera, peut-être des tensions géopolitiques, mais ce sera, sans doute, un prix à payer pour accroître le bien-être des générations présentes et futures. Sur le plan économique, la référence de l'Afrique ne peut plus être les modèles de référence hérités du XIX^e siècle, ou les nouvelles

théories du commerce international qui en ont hérité, mais plutôt la théorie de la croissance en [vol d'oies sauvages de l'économiste japonais Akamatsu](#).

Le commerce ne permet à une nation de s'enrichir que s'il génère une montée en gamme progressive dans les chaînes de valeur intracontinentale, que si les industries et activités naissantes ont le temps de s'aguerrir avant d'affronter la concurrence mondiale (ce qui est possible grâce à un protectionnisme provisoire).

Historiquement, toutes les nations du monde ont agi de la sorte. Certains pays restent fortement protégés de la concurrence internationale, sur des secteurs qu'ils considèrent comme stratégiques. Ce sera aux Africains de définir les segments qu'ils jugent comme étant stratégiques au sein de la ZLEC.

La ZLEC, un « bien commun »

Le chemin pour la réussite de la ZLEC sera sans doute long, impliquant plusieurs générations et un changement d'approche du rôle de l'Afrique dans la division internationale des échanges. C'est une affaire de plusieurs générations. Le point important est que la génération actuelle des chefs d'État et de gouvernements ait ouvert une voie, tracé un chemin, donné un cap.

Pour le maintenir, ils devront convaincre les populations de ce que la ZLEC figure parmi les biens communs au sens où le définissait le philosophe John Rawls, c'est-à-dire un acquis que toutes les générations à venir devront défendre coûte que coûte au nom du bien-être de tous.